

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Lille, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCAPARF**

1443, rue de Gournay  
Lieu-dit Derrière les bois  
60490 Ressons-Sur-Matz

Références : IC-R/0474/24-EW-NEC/SF  
Code AIOT : 0003802123

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement SCAPARF implanté 1443, rue de Gournay Lieu-dit Derrière les bois 60490 Ressons-sur-Matz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel des contrôles 2024 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée préalablement à l'exploitant par courrier électronique (lettre d'annonce en date du 17 juillet 2024).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAPARF
- 1443, rue de Gournay Lieu-dit Derrière les bois 60490 Ressons-sur-Matz
- Code AIOT : 0003802123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La SCAPARF est une centrale d'achat de l'enseigne E. Leclerc. Le site est composé d'un entrepôt de stockage de produits d'hygiène destinés aux magasins de la marque E. Leclerc. L'activité logistique est assurée par les salariés FM Logistic. L'établissement est soumis au régime d'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et est classé Seveso seuil bas. Elle est composée de 4 cellules de stockage :- une cellule dédiée aux produits de promotions – Non dangereux,- une cellule dédiée au stockage de produits – Non dangereux,- une cellule dédiée au stockage de produits aérosols,- une cellule dédiée au stockage de produits inflammables.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a procédé, par courrier électronique transmis en date du 4 novembre 2024, à une réponse à l'ensemble des observations émises par l'inspection dans son rapport précédent émis le 20 mars 2023.

L'exploitant prévoit une révision de son POI. Les modalités de diffusion (vers la DREAL) ont été rappelées à l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Bande incombustible en toiture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Systèmes de détection et extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.3.4	Sans objet
2	Gestion des points chauds	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.5.3	Sans objet
5	Notion de proximité	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.3	Sans objet
6	Merlon	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.2.1	Sans objet
7	Détection	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.3.4	Sans objet
8	Motopompe	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.6.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 16 octobre 2024 a permis de mettre en évidence que :

- l'exploitant doit mener des travaux de réparation sur ses bandes incombustibles en toiture (réparation de la feuille d'aluminium) sur toute la surface des bandes posées et mener une réflexion pour ne pas répéter cette opération ultérieurement (cette dégradation étant liée à la présence de corbeaux sur la zone) ;
- l'exploitant doit finaliser la démarche "premiers prélèvements environnementaux" en situation accidentelle. Aucun organisme n'est actuellement mandaté par l'exploitant et l'exploitant doit réviser sa liste (vers la liste des substances dite systématique) prévue par le guide logistique. Sur ce point, des suites administratives sont proposées (échéance réglementaire 1er janvier 2022).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Systèmes de détection et extinction automatique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Attestation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de

substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Le système d'extinction automatique d'incendie est de type ESFR. Il est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle du système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

#### **Constats :**

Il n'y a pas de mezzanine sur le site au sein des cellules de stockage.

La détection incendie est assurée sur le site par différents types de détecteurs. **Voir détails en partie confidentielle.**

Un système d'extinction automatique (sprinklage) est en place dans chaque cellule et dans les bureaux. **Voir détails en partie confidentielle.**

Lors de la visite d'inspection du 8 mars 2023, l'inspection a émis l'observation suivante :  
- il est demandé à l'exploitant de transmettre un document qui atteste que l'installation de sprinklage installée est conforme à un référentiel reconnu, et adaptée à la nature des produits stockés (pour toutes les cellules de stockage).

Lors de la visite d'inspection réalisée en date du 16/10/2024, l'exploitant a apporté les éléments techniques à cette observation. **Voir détail en partie confidentielle.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Gestion des points chauds

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Travaux et permis feu

### **Prescription contrôlée :**

Tous les travaux d'extension, aménagement, modification, réparation ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment :

1. leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter ;
2. la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
3. l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
4. les instructions à donner aux personnes en charge des travaux,
5. l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence,
6. lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Les travaux ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les travaux autorisés sur le site avec point chaud doivent être réalisés en présence de détecteurs mobiles d'atmosphère explosive. Les autres travaux autorisés par l'exploitant sont réalisés en présence de détecteurs mobiles d'atmosphère explosive selon le résultat de l'analyse des risques réalisée par l'exploitant.

Dans le cas de travaux par point chaud, les mesures minimales suivantes sont prises :

1. le nettoyage de la zone de travail avant le début des travaux ;
2. un contrôle de la zone d'opération lors du repli de chantier ;
3. puis un contrôle ultérieur après la cessation des travaux permettant de vérifier l'absence de feu couvant.

#### **Constats :**

Interrogé en séance le 16 octobre 2024 sur la base d'un rapport de visite "assureur" menée le 15 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il ne supervise pas l'intégralité des points chauds et procédures associées.

Certains travaux par point chaud sont autorisés et réalisés par du personnel FM Logistic.

Certains travaux par point chaud sont autorisés et réalisés par du personnel SCAPARF.

Observation : l'exploitant ne dispose pas de la liste exhaustive des travaux ayant nécessité la mise en œuvre d'un point chaud.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective faite en séance par l'inspection.

Par courrier complémentaire adressé à l'inspection en date du 4/11/2024 (fichier 6.procédure délégation sous contrôle permis feu V1), l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées une procédure qui a vocation à justifier que l'intégralité des permis feu sont supervisés par l'exploitant SCAPARF (en non pas le prestataire logistique en place FM Logistic).

L'action corrective est réalisée. L'inspection pourra contrôler la bonne mise en œuvre de cette nouvelle organisation mise en place. Par ailleurs, il conviendra que l'exploitant regroupe au sein d'un même registre l'historique de l'ensemble des points chauds réalisés depuis le démarrage du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Premiers prélèvements environnementaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'Opération interne

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.

Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des



conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.[...]

#### **Constats :**

**Non-conformité (fait modéré) : La démarche concernant les premiers prélèvements environnementaux n'est pas aboutie au sein de l'établissement.**

L'échéance du 1er janvier 2022 est dépassée. L'exploitant doit réaliser la démarche dans les meilleurs délais. Il est préconisé de prendre la liste à rechercher de manière systématique dans un premier temps.

Liste des substances à rechercher :

L'exploitant a élaboré une liste très succincte de substances à rechercher et non représentatives de la liste établie par le Guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique (liste à rechercher de manière systématique indiquée à la page 9 de ce guide). En cas de liste plus réduite, le guide rappelle la démarche à suivre au préalable par l'exploitant à savoir l'utilisation de la base du guide de l'INERIS -203887 - 2079442 - v2.0 « Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie.

Mise en œuvre de la démarche :

L'exploitant ne dispose pas de contractualisation auprès d'un organisme extérieur pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux en cas de situation d'urgence (notamment un incendie).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en place au sein du POI de l'établissement :

- pour chaque scénario d'incendie, la liste des types de produits de décomposition ou familles de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important ;
- pour chaque type ou familles de produits de décomposition et chaque milieu retenus, description des méthodes de prélèvements et analyses appropriées ;
- les procédures de mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux (qui, quoi, quand, comment).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bande incombustible en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de propagation d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour répondre à cette prescription, l'exploitant a fourni les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un premier document a été envoyé le 20 août 2024 : l'attestation de <b>conformité</b> par Couvrest [Pièce jointe : 03. Attestation feu - bande de protection] ;</li> <li>- deux autres documents ont été transmis le 5 septembre 2024 : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'attestation sur l'honneur de Couvrest qui atteste la satisfaction des exigences de performances pour la <b>membrane M0</b> de type SOPRALENE FLAM 180 ALU ;</li> <li>la pièce complémentaire établie par le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment). Il est précisé que la feuille métallique est constituée d'aluminium et cuivre, épaisseur <b>8/100</b> mm.</li> </ul> </li> <li>- le courrier CSFE (3 mai 2011) de la chambre syndicale française de l'étanchéité adressé à la société SOPREMA.</li> </ul> <p>Par ailleurs, la fiche technique du SOPRALENE FLAM 180 ALU mentionne clairement le classement A2s1d0 (équivalence M0) -&gt; <a href="https://my.assets-library.com/m/32433d33bd3bf407/original/TDS-SOPRALENE-FLAM-180-ALU.pdf">https://my.assets-library.com/m/32433d33bd3bf407/original/TDS-SOPRALENE-FLAM-180-ALU.pdf</a>.</p> <p>Sur site, l'inspection a pu visualiser par sondage, la mise en place de ces bandes en toiture, sur une largeur de 5 m de part et d'autre des murs séparatifs coupe-feu.</p> <p><u>Observation</u> : Cette vérification a permis de visualiser la dégradation notable de la protection</p>

métallique aluminium d'épaisseur 8/100 mm, déchirée sur des zones importantes, par des nuisibles (corbeaux).

L'exploitant doit revoir, sur l'ensemble du site cette problématique. Des morceaux de protection métallique aluminium d'épaisseur 8/100 mm vont être reposés sur l'ensemble du site.

De manière pérenne, l'exploitant doit réfléchir à une solution de type filet ou grillage tendu pour rendre la zone inaccessible aux oiseaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection est en attente:

- de la justification de la correction effective de l'ensemble des bandes de protection en toiture (présence d'une protection métallique aluminium d'épaisseur 8/100 mm non dégradée) ;
- d'une étude technico-économique de la part de l'exploitant pour la mise en place d'une solution pérenne (interdiction d'accès sur la toiture-même pour les nuisibles de type "oiseaux").

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Notion de proximité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage LC/SLC et LI

**Prescription contrôlée :**

Notion de proximité

I. - Les liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles sont considérés comme étant à proximité de liquides inflammables, soit :

- lorsqu'ils sont situés dans la même rétention, ou la même zone de collecte extérieure, ou dans la même cellule, ou stockage couvert en l'absence de cellule ;
- lorsqu'ils sont situés dans une rétention, ou une zone de collecte extérieure, dont le bord est situé à moins de 10m d'une autre rétention, ou une zone de collecte extérieure, contenant des liquides inflammables ;
- lorsqu'ils sont situés dans une cellule, ou stockage couvert en l'absence de cellule, située à moins de 10 mètres d'une cellule d'un autre stockage couvert, ou stockage couvert en l'absence de cellule, ou d'une rétention, ou une zone de collecte extérieure, contenant des liquides inflammables ;

- lorsqu'ils sont situés dans une rétention, ou une zone de collecte extérieure, dont le bord est situé à moins de 10 mètres d'une cellule ou stockage couvert en l'absence de cellule, abritant des liquides inflammables.

II. - Par dérogation au I, les liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles ne sont pas considérés comme à proximité de liquides inflammables lorsque l'une des conditions suivantes est respectée :

- en cas de mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos de l'un des stockages vers l'autre stockage et réciproquement. Les éléments de démonstration du respect des règles en vigueur le concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- si l'exploitant justifie que les effets dominos (seuil des effets thermiques des 8 kw/m<sup>2</sup>) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, réciproquement de l'un des stockages vers l'autre stockage. Les éléments de justification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Le rapport de l'inspection émis en date du 20 mars 2023 indiquait pour le point de contrôle n°8 : l'exploitant indique que des dispositions seront prises, en matière de gestion et suivi des stocks, pour que les liquides et solides liquéfiables combustibles susceptibles d'être stockés ne soient pas stockés dans une même cellule que les liquides inflammables, ni dans une cellule avoisinante, et ne soient par conséquent pas à proximité donc soumis aux dispositions de cet arrêté.

Cette configuration est impossible.

Par courrier électronique en date du 4/11/2024, l'exploitant a vérifié les conditions de proximité.

Il indique dans sa réponse :

- les liquides et solides liquéfiables combustibles ne sont pas stockés dans la même cellule que les liquides inflammables. Par contre, ils sont bien stockés dans une cellule avoisinante.

->L'étude de danger faite par l'Ineris, et plus particulièrement son paragraphe 7.2.1, intègre bien la présence de parois REI 240 au sein du site pour le calcul des effets thermiques :

- les cellules 1 et 2 ont des parois séparatives REI 240 avec toutes les autres cellules (B3 et B4) ;
- un seul scénario de propagation est envisagé, celui de la cellule 4 vers la cellule 3 (Paragraphe 7.2.1.2) ;
- Les autres scénarios sont exclus puisque les parois REI 240 ont un caractère suffisant permettant d'exclure une propagation depuis ces cellules vers les cellules voisines

(Paragraphe 7.2.1.1).

Nous concluons que la notion de proximité ne s'applique pas étant donné la conclusion de l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Merlon**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Modélisations

**Prescription contrôlée :**

Un merlon de 6 m de hauteur vis-à-vis de la voirie, et de 100 m de long est créé au Sud des cellules B3 et B4, afin de faire écran thermique en limite de propriété. Ce merlon vise à contenir les flux thermiques supérieurs à 3 kW/m<sup>2</sup> dans les limites du site autorisé.

**Constats :**

Lors de la visite sur site, le merlon a pu être visualisé depuis la toiture du site.

Visuellement, l'inspection a signalé à l'exploitant, la nécessité de vérifier l'intégrité de cet ouvrage (points de passage potentiels), affaissement potentiel sur une zone. La hauteur précise n'était pas visualisable depuis la toiture de l'établissement. Ce point de vigilance a été signalé à l'exploitant.

En réponse dans son courrier électronique du 4 novembre 2024, l'exploitant a confirmé que la remarque a bien été prise en compte. Cet ouvrage est répertorié sur le plan de maintenance annuel de façon à ce que sa hauteur soit vérifiée et reste conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Détection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]

Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests

dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a fourni les rapports de vérification semestrielle (vérification du SSI) référencés :

- SPIE, rapport du 01/12/2023,
- SPIE, rapport du 16/05/2024,
- une présentation de la centrale incendie en séance (diapo 24 de la présentation DREAL).

**Voir détails en partie confidentielle du présent rapport.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de la dernière vérification du local TGBT, démontrant que la détection a fait l'objet d'une vérification.

L'exploitant fournira à l'inspection, une procédure de recensement du parc des détecteurs installés (technologie/ lieux / nombre). Cette procédure devra être tenue à jour par l'exploitant.

L'exploitant fournira à l'inspection le prochain rapport de visite préventive (prochain rapport SPIE). Il serait utile de mentionner la présence d'une détection complémentaire en local TGBT.

L'exploitant fournira à l'inspection le plan d'actions correctif concernant les observations (page 18/37 du rapport SPIE du 16/05/2024, paragraphes 1, 2 et 3).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 :** Motopompe

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.6.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens fixes de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]

Lorsque la motopompe démarre, une alarme est transmise au poste de surveillance (alarme visuelle et bipper) ainsi qu'au local source et à la télésurveillance (alarme sonore et visuelle).

Si la motopompe ne démarre pas, une alarme de non démarrage motopompe est transmise aux mêmes endroits que précédemment : le personnel d'intervention peut se rendre au local sprinkler et démarrer manuellement la motopompe incendie.

[...]

#### **Constats :**

Ces équipements sont présents (explicités par l'exploitant en séance). Ces équipements n'ont pas été vérifiés sur le terrain.

L'exploitant a indiqué :

- qu'un groupe motopompe est dédié aux réseaux sprinkler et aux RIA, de 680 m<sup>3</sup>/h, au regard des préconisations de l'assureur FM GLOBAL et qu'un report d'alarme en télésurveillance 24h/24 est assuré ;
- que le local sprinkler comporte de plus une pompe Jockey permettant le maintien en pression du réseau.

L'Inspection rappelle que la pompe Jockey ne peut pas être considérée comme assurant une redondance de la motopompe.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection une copie du registre de relevés des essais hebdomadaires de la motopompe incendie et de justifier qu'elle ne présente pas, jusqu'à présent, de défauts récurrents pendant les tests.

**Type de suites proposées :** Sans suite